

## 1 - Actualité nationale et internationale

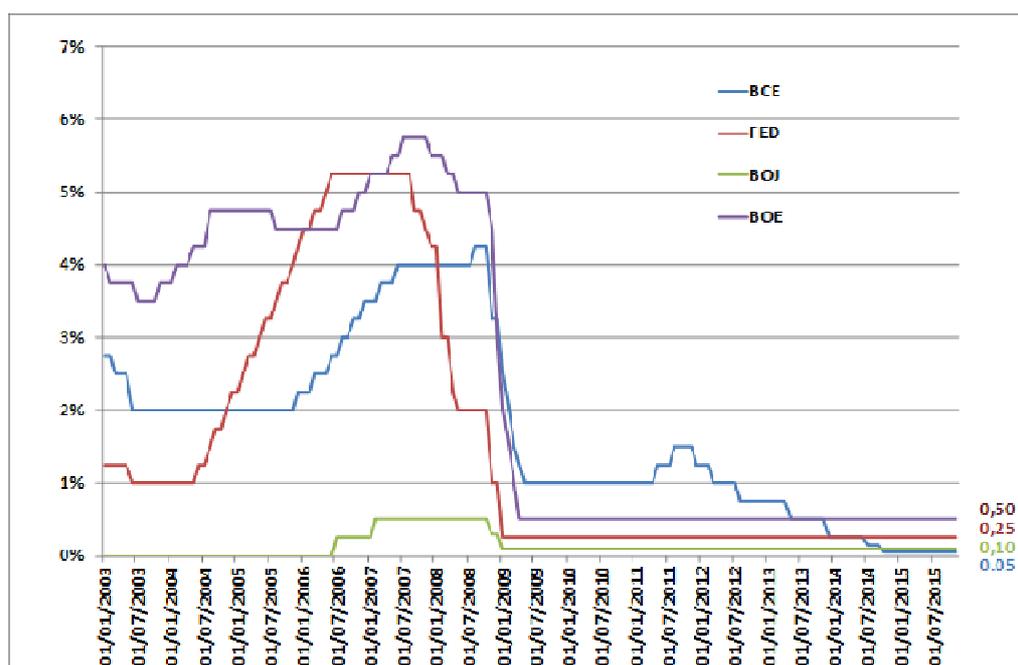
### Climat des affaires en France au dernier trimestre 2015 : un léger mieux

La dernière enquête mensuelle de conjoncture publiée par la Banque de France prévoit une croissance de 0,4 % de l'économie française au quatrième trimestre 2015. Cette prévision est en ligne avec les dernières estimations de conjoncture publiées par l'INSEE et avec le dernier consensus des économistes interrogés par Reuters. L'enquête fait apparaître une hausse d'un point du climat des affaires dans trois secteurs étudiés : 98 pour les services, qui se situe à son plus haut niveau depuis juillet 2011, 96 pour le bâtiment, et 99 pour l'industrie. Pour ce dernier secteur, les chefs d'entreprise interrogés ont fait état d'une accélération de la production le mois dernier, et même d'un rebond particulier observé dans l'automobile et la chimie. Dans les services, l'activité continue d'augmenter à un rythme soutenu. Quant au bâtiment, le secteur a vu son activité progresser très légèrement grâce au second œuvre. Les chefs d'entreprise du secteur indiquent que leurs carnets de commandes se garnissent un peu et attendent une activité un peu plus dynamique en novembre.

Pour consulter l'enquête complète :

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conjoncture-industrie-services-et-batiment.html>

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### France : diminution sur un mois

Fin septembre 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 547 800. Il diminue de 0,7 % sur un mois (soit -23 800 personnes) et augmente de 3,1 % sur un an.

### Europe : la baisse continue

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,8 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,9 % enregistré en août 2015 et à celui de 11,5 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,4 % enregistré en août 2015 et à celui de 10,1 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en septembre 2015, 22,631 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,323 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 147 000 dans l'UE28 et de 131 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2014, le chômage a baissé de 1,832 million de personnes dans l'UE28 et de 1,194 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en septembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,8 %) à Malte (5,1 %) ainsi qu'au Royaume-Uni (5,3 % en juillet 2015), et les plus élevés en Grèce (25,0 % en juillet 2015) et en Espagne (21,6 %).

## Inflation

### France : légère hausse de l'IPC

En octobre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,1 % après -0,4 % au cours du mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il croît également de 0,1 %. Sur un an, les prix à la consommation sont en légère hausse (+0,1 %) après deux mois consécutifs de stabilité.

### Hausse de l'inflation dans la zone euro en octobre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en octobre 2015, en hausse par rapport au mois de septembre où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,5 %, comparé à 1,4 % en septembre), suivis par les services (1,3 %, comparé à 1,2 % en septembre), les biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,3 % en septembre) et l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,9 % en septembre).

## Banque de France

### Rue de la Banque N° 13 : Comment la politique budgétaire affecte le niveau des prix : les enseignements d'un passé pas si lointain

Ces dix dernières années ont été marquées par une accumulation massive de dette publique dans un certain nombre de pays développés. Ce phénomène soulève des interrogations sur la soutenabilité des finances publiques et les risques de monétisation de la dette. À partir de l'exemple de la Grande-Bretagne durant les guerres napoléoniennes, l'auteur montre comment, dans des circonstances exceptionnelles, les anticipations relatives à la soutenabilité des finances publiques peuvent affecter le niveau des prix.

[https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf)

## Actualité législative

Arrêté du 21 octobre 2015 portant nomination au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) :

[http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila11v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000031362523&oldAction=rechJO&idJO=JORFCONT000031360925](http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila11v_2?cidTexte=JORFTEXT000031362523&oldAction=rechJO&idJO=JORFCONT000031360925)

Décret n° 2015-1362 du 27 octobre 2015 rendant applicables dans le Pacifique diverses dispositions en matière bancaire :

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila09v\\_3?cidTexte=JORFTEXT000031393392&idJO=JORFCONT00031393266](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;tpdila09v_3?cidTexte=JORFTEXT000031393392&idJO=JORFCONT00031393266)

## 2- Brèves régionales

---

### Séminaire du Pacific Economy Cooperation Council (PECC)

Organisé pour la première fois en Polynésie française, le séminaire du Pacific Economy Cooperation Council (PECC) s'est déroulé les 19 et 20 octobre sur le thème « l'économie bleue : quel futur dans la gestion des ports et le transport maritime dans la région Asie-Pacifique ? ». À l'heure où de nombreux pays de la zone élaborent leur stratégie économique pour les prochaines années (à l'image de la stratégie 2015-2030 à Wallis-et-Futuna), les enjeux et les menaces sont les mêmes pour l'ensemble des pays insulaires du Pacifique en raison des nouvelles capacités et lignes de transport maritime international. L'ouverture prochaine de nouvelles écluses sur le canal de Panama va notamment profondément modifier le transport dans la zone Asie-Pacifique puisque des navires de taille supérieure à 5 000 EVP (équivalent vingt pieds) assureront une part significative du marché alors que les infrastructures ne sont pas toujours aptes à accueillir ces bateaux. Il est donc important pour les pays concernés d'anticiper ces évolutions mais également de rechercher et développer les opportunités qui pourraient se présenter.

### L'Australie et la Nouvelle-Zélande souhaitent renforcer le libre-échange avec les îles du Pacifique

Les ministres océaniens du commerce se sont réunis les 29 et 30 octobre à Rarotonga, aux îles Cook, pour discuter d'un possible élargissement des accords de libre-échange dans la zone, notamment en intégrant les deux grands pays voisins, à savoir l'Australie et la Nouvelle-Zélande. À l'issue de cette réunion ministérielle, les négociations en vue d'aboutir à cet accord, nommé « PACER plus », sont désormais bien avancées. Les ministres des 14 États membres du Forum des îles du Pacifique (FIP) ont déclaré qu'ils allaient encore intensifier leurs efforts pour conclure ce traité. Des accords similaires ont déjà été mis en place ces dix dernières années mais ils ne concernent que les 14 pays insulaires du FIP et non l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Afin de parvenir à un accord rapide, l'Australie a annoncé une augmentation de son aide aux frais de fonctionnement d'un bureau de promotion des investissements et du commerce dans le Pacifique, situé à Sydney, le tout à hauteur de 116 millions de F CFP. Cet accord pourrait permettre aux produits fabriqués dans les pays insulaires de bénéficier d'une meilleure visibilité sur les marchés internationaux.

### Projet d'amélioration des statistiques sur l'agriculture et la pêche dans les pays du Pacifique

Du 5 au 9 octobre 2015, des statisticiens et décideurs politiques de 13 pays du Pacifique étaient réunis à Nadi (Fidji) pour évaluer comment pourrait être améliorée la collecte et l'utilisation des statistiques sur l'agriculture et la pêche dans la région Pacifique. Dans cette région où 73 % de la population vit dans des zones rurales, une très large partie est tributaire de la pêche et de l'agriculture pour survivre. L'exposition croissante aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles rend particulièrement vulnérables ces populations à long terme. Des données plus précises, prenant en compte ces spécificités, pourraient permettre d'orienter les politiques pour améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie de ces populations. Le séminaire a donc permis aux différents spécialistes d'échanger sur la question et aux représentants politiques d'affirmer leur souhait de renforcer la coopération en la matière entre les États de la région. La mise en place d'un plan régional pour centraliser ces statistiques a notamment été évoquée. Le défi reste cependant important au regard du caractère largement informel du secteur primaire.

### Premiers résultats du recensement 2014 de la population de Nouvelle-Calédonie

Les premières données du recensement de la population de Nouvelle-Calédonie en 2014 ont été publiées par l'Institut de la Statistique et des Études Économiques (ISEE). Avec une population estimée à 268 800 habitants en août 2014, le caillou compte 23 200 habitants de plus qu'en 2009, date du dernier recensement, soit une progression de 9 %. La population d'origine Wallisienne et Futunienne augmente de 5 % par rapport à 2009. Lors du recensement 2014, 22 000 personnes se sont déclarées originaires de l'archipel, une communauté à laquelle il faut ajouter 5 000 autres Wallisiens et Futuniens métissés. Au total donc, 27 000 habitants de Nouvelle-Calédonie, soit 10 % de la population totale, ont des origines de Wallis-et-Futuna. Cette proportion évolue peu puisqu'en 1989 déjà, 9 % des Néo-Calédoniens étaient originaires des îles sœurs. Autre information importante publiée par l'ISEE lors du recensement 2014, seulement 2,7 % des habitants de Nouvelle-Calédonie sont nés à Wallis-et-Futuna.

## 3 – Brèves locales

---

### Légalisation des loteries traditionnelles à Wallis-et-Futuna

Suite à la promulgation de la loi d'actualisation du droit des outre-mer le 14 octobre dernier, les loteries traditionnelles sont désormais autorisées à Wallis-et-Futuna, à condition qu'elles soient organisées pour financer une opération sociale, culturelle, scientifique, éducative, sportive ou d'animation sociale. Les mises individuelles ne doivent pas dépasser 2 400 F CFP. Le cadre réglementaire de l'organisation des loteries doit être défini prochainement.

### Les casinos embarqués désormais autorisés à bord des navires de croisière immatriculés au Registre des immatriculations de Mata'Utu

Cette même loi d'actualisation du droit des Outre-mer permet au ministère de l'Intérieur de donner son approbation pour l'installation de casinos à bord des navires de croisière immatriculés au Registre des immatriculations de Mata'Utu. Cette modification de la réglementation est susceptible d'engendrer une augmentation de l'attractivité du Registre de Wallis-et-Futuna, qui ne compte actuellement que huit bateaux. Pour mémoire, le port d'immatriculation de Mata'Utu est, après le Registre International Français (RIF) à Marseille, le second registre de navires battant pavillon français et armés au commerce international. Les navires immatriculés à Mata'Utu bénéficient du régime douanier et fiscal local du Territoire. Concernant les taxes à acquitter par les armateurs, les redevances d'immatriculation sont fixées entre 1,8 et 54,5 millions de F CFP selon le tonnage et le droit annuel de francisation et de navigation s'élève à 5 % de la taxe d'immatriculation.

### Installation des premières antennes du réseau de téléphonie mobile à Futuna

L'installation du réseau de téléphonie avance à Futuna. Au cours du mois d'octobre, deux conteneurs de matériel ont été réceptionnés par l'île sœur. Des agents du Service des postes et télécommunications et des techniciens originaires de Nouvelle-Calédonie se sont déplacés sur l'île en fin de mois pour commencer l'installation des premières antennes, à proximité de Leava, et pour le montage des équipements centraux dans les locaux du service. Le matériel importé au cours du mois d'octobre dans le cadre de l'installation de la téléphonie mobile atteint une valeur globale de 283,1 millions de F CFP. Parmi les équipements réceptionnés, il est à noter la présence d'une station de base d'une valeur de 276,7 millions de F CFP. À elle seule, elle représente près du tiers de la valeur totale des importations du mois d'octobre, qui a atteint 850,1 millions de F CFP.

### Visite du Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, et du Président de l'Assemblée Territoriale aux Samoa

Une délégation composée du Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, et du Président de l'Assemblée Territoriale s'est rendue à Apia, capitale des Samoa, le 3 novembre dernier pour rencontrer les autorités locales et confirmer la volonté de participation de Wallis-et-Futuna au projet de câble sous-marin reliant Samoa aux îles Fidji. Cette visite fait suite à un courrier de demande de partenariat adressé au gouvernement des Samoa, cosigné par le Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, le Président de l'Assemblée Territoriale et la Ministre des Outre-mer. Plusieurs élus du Territoire, accompagnés par le ministère des Outre-mer, se rendront à Bruxelles à la fin du mois de novembre pour présenter et défendre ce dossier devant la Commission Européenne puisque le projet pourrait être financé dans le cadre du XI<sup>e</sup> Fonds Européen de Développement (FED). La connexion au câble sous-marin en fibre optique permettrait au Territoire de profiter d'une connexion Internet à très haut débit. Actuellement, la meilleure connexion commercialisée, d'un débit de 1 Mo en envoi et réception de type ADSL, coûte 130 000 F CFP par mois.

### Publications

L'IEOM vient de publier l'Observatoire des tarifs bancaires en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2015 dans les COM du Pacifique. Ce rapport est téléchargeable sur notre site Internet :

<http://www.ieom.fr/ieom/publications/observatoire-des-tarifs-bancaires/octobre-2015.html>

### Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

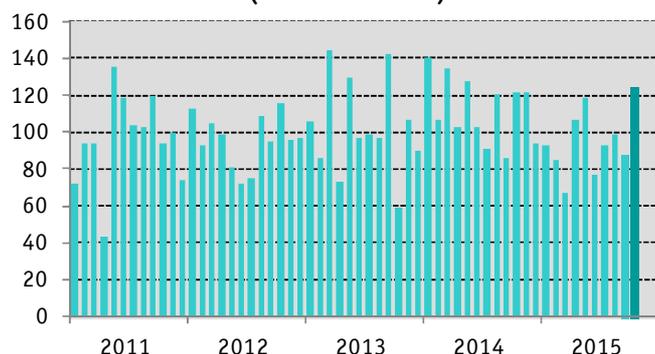
## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	3T 15		117,73	-	1,8%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>	oct-15		90 000	-	0,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>	mars-15		2 077	-	0,8%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	oct-15	850	103,7%	75,7%
	cumulées	oct-15	4 778	-	-1,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	oct-15	124	42,2%	2,4%
	cumulés	oct-15	950	-	-16,0%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	oct-15	44	24,0%	-3,1%
	cumulées	oct-15	376	-	-4,2%

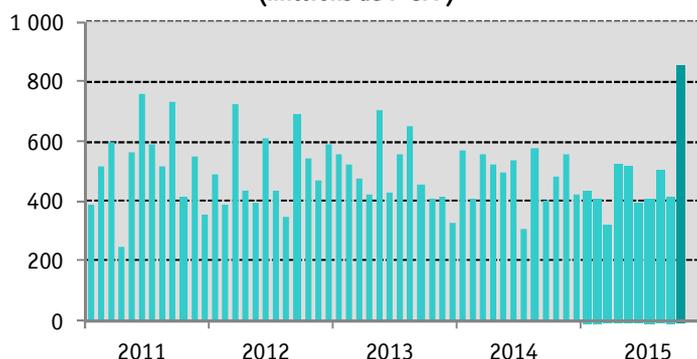
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	sept-15	1 476	2,9%	-8,2%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuel	oct-15	627	0,9%	-3,6%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuel	oct-15	139	-2,0%	-11,6%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-15	2 692	17,2%	4,9%
	cumulé	août-15	19 016	-	12,8%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	août-15	1 408	40,8%	7,2%
	cumulé	août-15	9 419	-	11,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	oct-15	4	100,0%	100,0%
	cumulées	oct-15	27	-	-6,9%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-15	21	50,0%	50,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

Droits de douanes et taxes à l'entrée  
(millions de F CFP)



Importations  
(millions de F CFP)



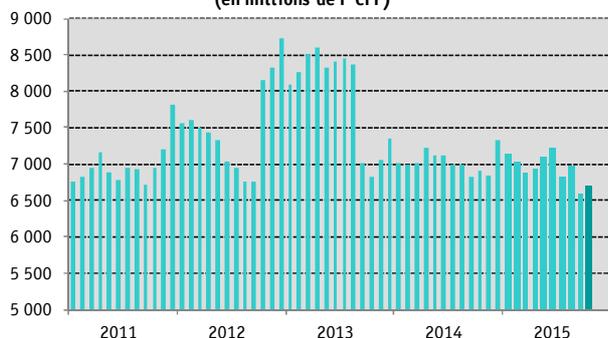
## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

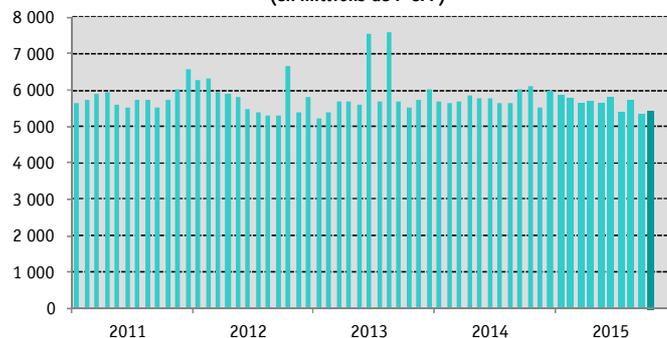
La masse monétaire progresse en octobre

en millions de F CFP	oct-14	sept-15	oct-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 063	2 067	2 041	-1,2%	-1,1%
Dépôts à vue	4 041	3 289	3 402	3,4%	-15,8%
<b>Total M1</b>	<b>6 104</b>	<b>5 357</b>	<b>5 443</b>	<b>1,6%</b>	<b>-10,8%</b>
M2-M1	505	430	430	0,1%	-14,8%
<b>Total M3</b>	<b>6 899</b>	<b>6 596</b>	<b>6 683</b>	<b>1,3%</b>	<b>-3,1%</b>

Masse monétaire  
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue  
(en millions de F CFP)

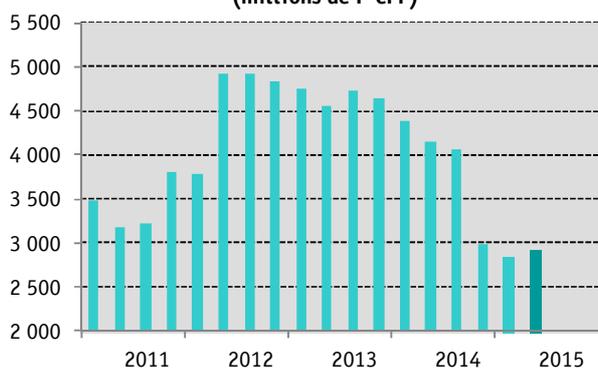


## Concours de caractère bancaire

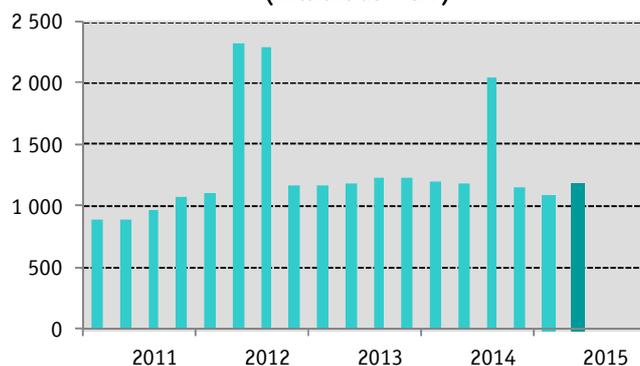
Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

en millions de F CFP	juin-13	juin-14	juin-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1 188	1 178	1 187	0,7%
Crédits à l'équipement	2 161	1 975	965	-51,1%
Crédits à l'habitat	447	348	198	-43,3%
Autres crédits	283	201	161	-19,6%
Total encours sain	4 079	3 702	2 511	-32,2%
Créances douteuses brutes	473	447	413	-7,8%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 552</b>	<b>4 149</b>	<b>2 923</b>	<b>-29,5%</b>

Encours de crédits bruts  
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie  
(millions de F CFP)

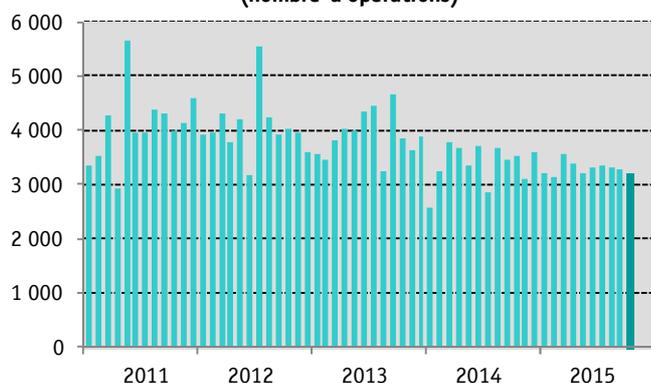


## Compensation

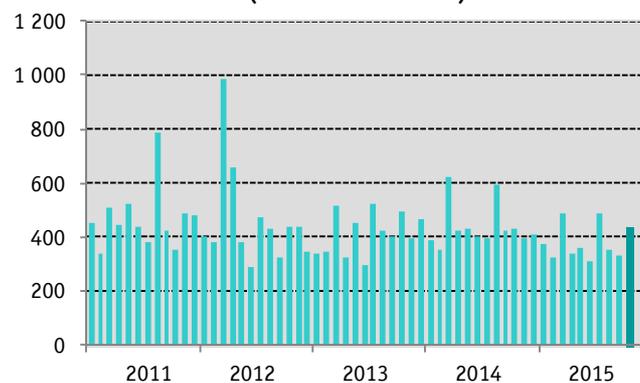
Diminution en nombre des opérations de compensation mais augmentation en valeur

	oct-14	sept-15	oct-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 540	3 262	3 216	32 945	-1,4%	-9,2%
Compensation (en millions de CFP)	433	329	438	3 809	33,1%	1,2%

En volume  
(nombre d'opérations)



En valeur  
(en millions de F CFP)



## Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents de paiement par chèque en octobre

en nombre	oct-14	sept-15	oct-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	79	90	54	565	-40,0%	-31,6%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

## Interdits bancaires

Stabilité du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>348</b>	<b>295</b>	<b>296</b>	<b>0,3%</b>	<b>-14,9%</b>
- dont personnes physiques	333	281	282	0,4%	-15,3%
- dont personnes morales	15	14	14	0,0%	-6,7%

Stabilité du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM sur l'année

en nombre	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>48</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,1%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	16	16	0,0%	0,0%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<b>Indicateurs économiques</b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	3T	115,60	117,73	1,8%
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	octobre	15	14	-6,7%
importations de biens d'équipement (M XPF)	octobre	720	898	24,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	octobre	76	93	23,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	66	78	18,2%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	mars	2 060	2 077	0,8%
dont secteur privé	mars	809	813	0,5%
dont secteur public	mars	1 251	1 264	1,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	octobre	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	octobre	333	282	-15,3%
décision retrait cartes bancaires (nb)	octobre	13	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	octobre	864	565	-34,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	octobre	1 272	1 293	1,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	octobre	741	718	-3,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	octobre	227	267	17,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	76	70	-7,9%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	octobre	4 863	4 778	-1,7%
exportations	octobre	-	-	-
recettes douanières	octobre	1 556	1 338	-14,0%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	octobre	1 132	950	-16,0%
dont taxes intérieures de consommation	octobre	392	376	-4,2%
<b>Indicateurs financiers</b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	octobre	4 041	3 402	-15,8%
M1	octobre	6 104	5 443	-10,8%
M2	octobre	6 609	5 873	-11,1%
Dépôts à terme	octobre	290	810	179,7%
<b>M3</b>	octobre	<b>6 899</b>	<b>6 683</b>	<b>-3,1%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
Ménages	juin	1 431	1 352	-5,5%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	1 194	1 198	0,3%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	237	154	-34,8%
Entreprises	juin	2 055	878	-57,3%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	9	36	317,3%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	1 789	695	-61,2%
Collectivités locales	juin	186	271	45,6%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	31	10	-66,8%
créances douteuses brutes	juin	447	413	-7,8%
taux de créances douteuses	juin	10,8%	14,1%	3,3 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	juin	3 134	3 003	-4,2%
<i>dont assurances-vie</i>	juin	1 070	1 163	8,6%
Sociétés	juin	1 603	1 950	21,6%
Autres agents	juin	2 263	2 235	-1,2%

## 7 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	30/10/2015	30/09/2015	Var. M-1
EONIA	-0,1290%	-0,1220%	- 0,007 pt
EURIBOR 1 mois	-0,1190%	-0,1130%	- 0,006 pt
EURIBOR 3 mois	-0,0680%	-0,0400%	- 0,028 pt
EURIBOR 6 mois	0,0060%	0,0290%	- 0,023 pt
EURIBOR 12 mois	0,1070%	0,1420%	- 0,035 pt

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	oct.-15	sept.-15	Var. M-1
TMO	1,0500%	1,2400%	- 0,190 pt
TME	0,8500%	1,0400%	- 0,190 pt

#### taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

#### taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015

créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	taux	JORF
	4,29%	24/06/2015
autres cas	0,99%	

#### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO : taux moyen des obligations publiques  
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015	30/10/2015	30/09/2015	31/08/2015
taux JJ	0,200%	0,150%	0,245%	nd	nd	nd	0,420%	0,470%	0,475%
3 mois	0,630%	0,540%	0,490%	nd	nd	nd	0,810%	0,620%	0,670%
10 ans emprunts phares	nd	2,070%	2,150%	nd	0,350%	0,380%	nd	1,770%	1,970%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>7,36%</b>
Prêts à taux fixe	<b>3,92%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>2,81%</b>
Prêts à taux variable	<b>3,63%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>3,36%</b>
Prêts-relais	<b>4,19%</b>	Découverts en compte	<b>13,36%</b>
<b>Autres prêts</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>2,51%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>19,97%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>13,45%</b>	Découverts en compte	<b>13,36%</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>7,84%</b>		

(1) y compris commission du plus fort découvert

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	108,3160	1 NZD/XPF	72,9011	1 HKD/XPF	13,9762	1 GBP/XPF	166,1539	
100 JPY/XPF	89,8041	1 AUD/XPF	76,7703	1 SGD/XPF	77,2624	100 VUV/XPF	99,8818	1 FJD/XPF	51,4228

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER

Éditeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna HAVELU BP G-5

98600 Wallis-et-Futuna - Dépôt légal : 11/15 - Achevé d'imprimer en novembre 2015 - ISSN 1240-2818

Agence Wallis-et-Futuna